

L'ignominie au pouvoir

60 millions de réfugiés à travers le monde, c'est l'estimation que vient d'établir le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Des exilés poussés à fuir leur pays à cause des guerres semées par les grandes puissances pour contrôler la planète, des persécutions et des dictatures, ou par la misère. Rappelons que l'immense majorité sont accueillis par les pays pauvres limitrophes, alors qu'autour de 100000 sont arrivés en Europe depuis le début de l'année.

Frontières à géométrie variable

À Paris, comme à Calais, Vintimille ou ailleurs, des centaines de migrants, demandeurs d'asile ou en transit se retrouvent à la rue ou dans des camps de fortune, après avoir risqué leur vie en traversant le désert et la Méditerranée, quand ils ne sont pas matraqués et dispersés par la police comme cela a été le cas à Paris ces derniers jours.

C'est qu'ils sont des milliers chaque mois, expulsés de leurs terres, fuyant les guerres et massacres entretenus par les marchands d'armes, à se retrouver en butte à la répression, bloqués et chassés aux frontières ou renvoyés dans leur pays d'origine. Mais les frontières n'existent pas pour tout le monde.

La France accueille des dictateurs, comme dernièrement Ali Bongo, président du Gabon, invité au salon du Bourget.

Pas de souci non plus pour ces autres dictateurs d'Afrique ou des différents émirats pétroliers qui s'offrent (on pourrait même dire squattent) une bonne partie des hôtels particuliers des Champs-Élysées et alentours. Quant aux oligarques russes, bienvenue sur la côte d'Azur !

Pas de frontières, pas de barbelés pour ces assassins au pouvoir, ces pilleurs de leurs peuples.

Les démagogues

Face à la guerre en Syrie et à l'afflux de réfugiés en Europe, sur 130000 personnes jugées prioritaires par le HCR, la France s'est engagée à en accueillir seulement 1000, quand l'Allemagne en accueillait 20000.

En réalité, nos gouvernants reprennent la propagande du Front national, préférant alimenter la peur de l'étranger et fabriquer des travailleurs sans-papiers que des patrons sans scrupules surexploitent.

Tandis que les migrants fuient d'abris en abris, ou sont bloqués à la frontière, à Vintimille, et se font poursuivre, matraquer et harceler sous nos yeux par la police, française et italienne, la démagogie va bon train, comme Sarkozy évoquant une « fuite d'eau » en parlant des réfugiés, ou encore Valérie Pécresse qui veut un « blocus maritime le long des côtes libyennes », ou encore, en Hongrie, le président Victor Orban qui annonce la construction d'un mur de 150 kilomètres pour barrer la route aux migrants.

Un plan d'aide en trompe l'œil

Le ministre Cazeneuve, lui, a annoncé un « plan d'urgence » avec la création de 11000 places d'hébergement d'urgence, dont 4200 étaient déjà prévues, et seulement 2000 d'ici la fin de l'année. Bien peu face aux besoins, alors que les centres d'accueil sont débordés. Mais derrière ce semblant d'aide humanitaire, le plan met surtout la priorité sur le renforcement des expulsions, avec un tri entre prétendus « bons » et « mauvais » réfugiés. Le gouvernement veut surtout remplir les centres de rétention, dernière étape avant l'expulsion.

Alors que l'État français n'octroie l'asile qu'à 17 % des demandeurs (la moyenne européenne étant pourtant à 45 %), avec ce nouveau plan d'urgence ce n'est pas près de changer.

Lutter pour la liberté

Les expulsés de La Chapelle ont manifesté malgré la répression policière, occupé une caserne de pompiers désaffectée, soutenus par des centaines de riverains. Une mobilisation de solidarité s'est exprimée. Le 21 juin des milliers de personnes étaient mobilisées à Berlin, Paris, Calais, Menton et Rome pour soutenir les migrants face à la politique menée par l'Europe.

Oui : l'heure est à la solidarité internationale des exploités face aux tenants du système.

Ecolo, mais pas trop

Alors que la commission européenne réfléchit à de nouvelles normes d'émission de CO₂ et à d'autres modes de calcul de la consommation des véhicules (les tests actuels étant jugés peu réalistes), Ghosn l'a mise en garde contre « *des politiques ambitieuses de lutte contre le réchauffement climatique* » qui entreraient « *en conflit avec la nécessaire protection de l'emploi et de la croissance en Europe* ».

Renault a beau sponsoriser la conférence sur le climat (COP21), pas question de toucher à la croissance des ventes et de la MOP (Marge Opérationnelle) ! Et l'emploi a bon dos : Renault ne cesse d'en supprimer (CASA, PRV, GPEC, Accord de compétitivité...) et ce n'est pas à cause du réchauffement climatique.

Embauches au compte-goutte

A peine 400 embauches ont été validées en 2015 dans l'Ingénierie/Tertiaire, dont 200 en Ingénierie. Et encore, ces chiffres comptent un reliquat d'embauches validées en 2014 mais pas effectuées. Ghosn avait annoncé 500 recrutements en 2015. C'était déjà peu, mais on est encore loin du compte.

Pour ne pas faire les frais de sa mission

En 2012, la direction avait stoppé le remboursement au forfait des missions de moins de 15 jours. Face à cette perte de revenus, certains secteurs avaient obtenu des dérogations. A Lardy, un collectif de salariés de la DCMAP obtenait même une prime de 55 € par jour de mission en plus des frais réels.

Mais ce n'était que temporaire. La direction centrale réfléchit à une nouvelle note de fonctionnement. Il va falloir se remobiliser...

L'art (du) seau

Aux Arceaux, la machine qui sèche les plateaux est en panne et des salariés d'Elior doivent essuyer des centaines de plateaux à la main. Cela dure depuis des semaines et les usagers peuvent même participer à l'essuyage. Cette cantine vient d'être rénovée, mais pas le matériel des cuisines. C'est vrai qu'il ne se voit pas... sauf quand il tombe en panne.

Le krach de Food Street

140 repas sont servis en moyenne par jour au restaurant Food Street à la Ruche, contre 200 prévus. Augmenter la capacité des autres restaurants saturés, ça fait moins branché, mais ça ne serait pas du luxe.

Des transports pas si communs

Le bus 505 qui dessert la ville de Beynes va être supprimé, car il ne serait pas assez utilisé. Sauf qu'à force de supprimer des lignes et des fréquences de passages, bien des salariés sont découragés et optent pour la voiture. Et si Renault mettait autant de volontarisme à défendre les transports en commun que le véhicule électrique ?

Erreur de casting

A la DE-V, un chef d'UET du Maquettage quitte ses fonctions. Très à cheval sur le port des chaussures de sécurité et le règlement, il l'était beaucoup moins sur les risques psychosociaux et avait le don de faire craquer son entourage. Quand on n'est pas fait pour encadrer une équipe, on n'insiste pas.

Virée sans état d'âme

Une gestionnaire administrative du Plessis-Robinson a été licenciée sous prétexte de « *comportement agressif* ». Agée de 55 ans, elle était chez Renault depuis 34 ans et n'avait jamais eu de problème. La direction du Plessis la vire à 7 ans de la retraite. Ça c'est un comportement, et même un acte agressif.

Mutuelle : ni solidaire, ni responsable

Les retraités continuent à adhérer à l'ancienne mutuelle Renault. Mais sa pérennité est menacée par le passage des actifs à la nouvelle mutuelle Renault, qui est très chère pour les retraités. Qu'ils aient les mêmes tarifs et prestations avec la nouvelle mutuelle, ce serait ça une mutuelle « *solidaire et responsable* ».

Pompes à fric : et de deux !

En plus des 143 millions d'euros de Crédit Impôt Recherche (CIR), Renault a touché 50 millions de Crédit Impôt Compétitivité Emploi en 2014, soit 15 millions de plus qu'en 2013. La « *compétitivité* » a sans doute été améliorée, mais l'emploi...

Liberté de la presse : Charlie c'est fini

Suite au reportage télé dénonçant les techniques de Renault pour contourner le plafond du Crédit Impôt Recherche (CIR), Ghosn a écrit au Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) pour demander des comptes à la journaliste de l'Œil du 20h. Et la commission d'enquête du Sénat sur les usages du CIR a envoyé une lettre de remontrance au président de France Télévision. Heureusement qu'on est en démocratie...

Des papiers pour ne plus être exploités

Depuis le 10 juin, une centaine de travailleurs sans-papiers occupent l'agence Adecco à la gare de Saint-Quentin. Ils réclament les attestations de travail indispensables pour déposer une demande de régularisation. Les boîtes d'interim font semblant d'ignorer qu'elles emploient des sans-papiers, envoyés aux postes les plus durs et les moins payés. Cette hypocrisie tire vers le bas les salaires et les conditions de travail de tous. Soutenons-les !

Le vieux trucks de la compassion

1200 salariés de Renault-Trucks ont manifesté mardi à Lyon contre la perte de 591 emplois, fustigeant des « *licenciements boursiers* ». Une mobilisation en hausse qui a poussé Macron à se déclarer « *du côté des salariés* ». Il y a intérêt à redoubler de vigilance.